



Les transformations de la Chine contemporaine (2/2) Le pilotage

François CAMPAGNOLA | Juriste, docteur en droit international public, Prix Amiral Daveluy 2007 et chercheur associé à l'Institut prospective et sécurité en Europe (Ipse).

Tout particulièrement en régime autoritaire, le poids des hommes compte. Dans le cas de la Chine, la personnalité de Mao Zedong fut omniprésente sans que les échecs du Grand bond en avant et les dérives de la Révolution culturelle ne remettent pas en cause sa prééminence. Il s'agit en outre de gouverner 1,4 Md d'habitants et la méthode y est en général brutale. Pour des raisons de politique intérieure notamment, les ressorts idéologiques du régime visent enfin aujourd'hui à faire la synthèse entre l'héritage communiste et le retour en force de la tradition confucéenne.

Le poids des hommes

De l'installation du PCC au pouvoir en Chine en octobre 1949 à la mort de Mao Zedong en 1976, le sommet de la hiérarchie communiste a été nettement dominé par la personnalité de ce dernier. Praticien d'un populisme d'extrême-gauche, il était attaché au culte de sa personnalité et excellait dans l'art de la volte-face après avoir forcé ses protagonistes, notamment droitiers, à se démasquer pour mieux les accuser ensuite. Ceci donna notamment lieu à la répression du mouvement des 100 fleurs de 1957 ainsi qu'aux attaques plus personnelles contre Peng Dehuai en 1957, Liu Shaoqi en août 1966 et Deng Xiaoping une première fois en août 1966 et une seconde fois à la fin de l'année 1975. À côté de Mao Zedong, le cercle des dirigeants de la première génération ayant fait la Longue marche était composé – notamment – de Liu Shaoqi, Peng Dehuai et Zhou Enlai. S'y agréa par la suite une seconde génération de hauts responsables avec notamment Lin Biao, Deng Xiaoping puis Hua Guofeng que Mao Zedong désigna comme son successeur après la fuite de Lin Biao et qui lui succéda à sa mort en 1976.

Plusieurs raisons président à la destitution de Hua Guofeng en 1978. Se présentant comme l'héritier de Mao Zedong, Hua Guofeng lança en 1976 un programme de grands travaux aussi ambitieux qu'irréaliste et dut faire face à un vaste mouvement de contestation sociale, tant en ville que dans les campagnes en réaction aux 20 ans de stagnation du niveau de vie des populations. Dans le même temps, une contestation du principe même de l'infailibilité de Mao Zedong



l'affaiblit d'autant au sein de la direction du PCC. À partir de 1980, une nouvelle équipe s'installa au pouvoir. Au sommet de la hiérarchie, Deng Xiaoping fut nommé président de la Commission militaire centrale qui constitue le cœur du pouvoir suprême en Chine. À ses côtés, le poste de secrétaire général du Comité central fut dévolu à Hu Yaobang et le poste de Premier ministre à Zhao Zeyang. Ceux-ci constituent la troisième génération et n'ont pas connu la Longue marche.

À partir de l'automne 1985, des discussions s'engagèrent dans, puis hors du PCC sur les transformations nécessaires en accompagnement des réformes économiques engagées. C'était le temps en URSS de la *Perestroïka* et de la *Glasnost*. Dans ce cadre, Hu Yaobang prôna d'approfondir la réforme économique ainsi que la tenue d'un débat sur la démocratie socialiste. À l'opposé, le camp conservateur s'arc-bouta sur le maintien du principe du parti unique et du contrôle exclusif de celui-ci sur le pays et la société chinoise. Le camp des libéraux fut désavoué officiellement au 6^e plénum de septembre 1986 et Hu Yaobang remplacé par Zhao Ziyang qui cumula alors les fonctions de Premier ministre et de secrétaire général du PCC. C'était moins de trois ans avant la tragédie de Tian'anmen de juin 1989 dont la mort de Hu Yaobang fut d'ailleurs un élément déclencheur. Pour sa part, Zhao Ziyang fut par la suite également destitué au printemps 1989 pour s'être opposé à la répression du mouvement de Tian'anmen.

En octobre 1992, le XIV^e congrès du PCC consacra le triomphe de la ligne Deng Xiaoping en inscrivant à son programme la construction d'une économie socialiste de marché, soit celle d'un capitalisme à l'ombre du Parti-État communiste. Dans ce cadre, c'est une direction renouvelée qui marque la décennie 1990 de relance des réformes après un flottement au lendemain des événements de Tian'anmen. En mai 1989, soutenus par Deng Xiaoping, le poste de secrétaire général du PCC échut à Jiang Zemin tandis que Zhu Rongji accéda au poste de vice-Premier ministre en charge des questions économiques et du pilotage des réformes. Quelque temps plus tard, Hu Jintao – alors âgé de 49 ans – fut désigné successeur de Jiang Zemin lorsque celui-ci finira son second mandat, puis président de la République au lendemain du XV^e congrès de 2002. Au XVII^e congrès du PCC de 2007, Xi Jinping accéda enfin à la présidence de la Commission militaire centrale, ce qui en faisait le successeur attiré de Hu Jintao.

Né en 1953 d'une famille de hauts dirigeants, Xi Jinping appartient à la 5^e génération des dirigeants communistes chinois qui ont subi les affres de la Révolution culturelle. Au XVIII^e congrès (2012), il accéda à la direction du secrétariat général du Comité central du PCC, poste qu'il cumule aujourd'hui avec ceux de président de la République et de président de la Commission militaire centrale. Sa prééminence fut confirmée au XIX^e congrès (2017), ainsi que son programme de réalisation du « rêve chinois ». Peu adepte de la collégialité, il fit également voter une disposition lui permettant de faire plus de deux mandats. Il impose enfin son style au PC en lançant de grandes campagnes contre la corruption qui lui permettent également d'écartier des compétiteurs. En politique intérieure, ses objectifs

sont notamment de renforcer de la mainmise du Parti communiste sur la société et de gérer la montée en puissance du capitalisme à la chinoise, tout en luttant contre l'aggravation des inégalités afin de garantir la paix sociale. À l'international, il s'inscrit dans la pure tradition maoïste en considérant que la déstalinisation de l'URSS porta en germe la destruction ultérieure du socialisme soviétique et se propose de redonner à la Chine son rang dans le monde en lui offrant, en outre, une alternative aux valeurs universelles défendues par l'Occident.

L'emprise des structures politiques et institutionnelles

Fort de ses 89 M de membres dont 10 % de cadres, le PCC irrigue l'ensemble de la société et des institutions du pays. Le premier échelon est celui des organisations de base qu'on trouve au niveau du village, du quartier d'habitation, de l'entreprise, des institutions, des organisations sociales et du Parti. Leur nombre a néanmoins décliné en milieu rural depuis la décollectivisation et se tasse en ville marquant ainsi une toute relative désaffectation de la société chinoise pour le Parti malgré la multiplication des campagnes officielles d'adhésion. À l'échelon supérieur, on trouve les organisations locales du Parti dans les provinces, les préfectures, les municipalités, les districts et les arrondissements. En leur sein, les comités locaux sont en principe élus pour 5 ans mais, dans les faits, désignés par l'échelon immédiatement supérieur. Leurs secrétaires exercent le pouvoir exécutif et mettent en œuvre les décisions de l'échelon supérieur. Au-dessus, le Comité central est le Parlement du Parti et est composé de quelque 300 membres. Élu pour 5 ans, il se réunit une fois par an sur convocation du bureau politique. À l'échelon supérieur, un Bureau politique de 20 à 30 membres est une instance suprême de délibération qui regroupe les principaux responsables du Parti, de l'État et de l'armée. Composé de 5 à 9 membres, le Comité permanent du Bureau politique dirige le Parti et le pays au jour le jour. Enfin, au sommet de la hiérarchie se trouve le secrétaire général du Comité central.

L'emprise du PCC sur la société est constitutive de la Chine contemporaine. Le mouvement de la « 5^e modernisation » de la place Tien'anmen de 1989 – en écho aux « quatre modernisations » (agriculture, industrie, sciences et techniques et défense nationale) que venait de lancer Deng Xiaoping – puisait une partie de sa source intellectuelle dans les aspirations du mouvement du 4 mai 1919. Pour celui-ci, la faiblesse chinoise face à l'Occident ne permettait pas d'adopter simplement les techniques occidentales tout en gardant les valeurs chinoises traditionnelles. Il fallait mettre ces dernières en cause pour adopter celles qui faisaient la force de l'Occident : soit le primat de l'individu et de la liberté sur toute autre considération ainsi que celui de la représentation parlementaire. Lorsqu'en 1989, la question est de nouveau posée avec force, la Chine était à un moment crucial de son histoire sur le fait de savoir jusqu'où aller dans la modernisation du pays. Après quelques hésitations compte tenu de la pression populaire dans les



grandes villes, la réponse particulièrement brutale du régime ne fut que rien ne doit remettre en cause le principe du Parti-État.

L'évolution des trente dernières années n'en a toutefois pas moins obligé le PCC à s'adapter, pris en étau entre les modèles d'évolution de Taïwan et de Singapour. Il y eut ainsi, primitivement, une pacification relative des relations de pouvoir. Pendant ses 27 ans aux commandes de la Chine, Mao Zedong géra le pouvoir brutalement tant au plan individuel qu'au plan collectif. À sa mort, la passation des pouvoirs fut, tout d'abord, organisée et ritualisée. Le président de la République ne peut plus faire que deux mandats de 5 ans et l'âge limite des mandats fut fixé à 70 ans. Une amorce de direction collective fut également instaurée au Comité permanent du Bureau politique du Comité central dont s'est toutefois affranchi Xi Jinping. Ensuite, les institutions étatiques furent modernisées, les personnels mieux formés, des mécanismes de consultation et de résolution des conflits furent également mis en place, notamment en amont, et les systèmes de répression s'avèrent aujourd'hui plus discriminés dans la mesure où le contrôle est plus efficace. Enfin, l'armée fut modernisée et maintenue dans une stricte allégeance à la direction du Parti communiste.

La corruption est l'utilisation abusive d'un emploi public pour obtenir un gain privé en violation des règles. Au cours des vingt dernières années, elle a pris, en Chine, des proportions inquiétantes. Près de 670 000 cadres du PCC auraient été sanctionnés entre 2007 et 2012, et son coût se situerait entre 3 et 16 % du PIB chinois selon les sources ! Ce phénomène s'inscrit dans une longue tradition qui renvoie aux mandarins corrompus de l'époque impériale. Les causes sont multiples : bas niveaux des salaires notamment lorsqu'une autre partie de la population s'enrichit très vite, pouvoirs discrétionnaires accrus par la déconcentration des processus de décision, conception patrimoniale de l'État et mécanismes de vente d'offices, opacité du Parti-État et absence d'institutions de contrôle indépendantes. Aujourd'hui, des enquêtes d'opinion attestent que la corruption est perçue comme le mal principal de la République populaire de Chine devant la montée des inégalités. Elle est notamment endémique en ville avec la multiplication des projets d'urbanisme. Son développement porte enfin suffisamment atteinte à la légitimité du régime pour que ses dirigeants fassent de la lutte contre la corruption une priorité. Dans le même temps, seulement 4 % des affaires examinées par la commission de contrôle de la discipline du Parti ont été transférées au parquet entre 2007 et 2012. Ce qui traduit une certaine difficulté du PCC à faire le ménage dans ses rangs.

La portée du renouveau confucéen en Chine

À côté de son objectif de définir ce qu'est un bon gouvernement, la culture confucéenne est une culture de la subordination : du sujet à l'empereur et à ses représentants, de la femme à l'homme, et du puîné à l'aîné. Le retour en force du confucianisme en Chine constitue, depuis une vingtaine d'années, un puissant

facteur de ressourcement culturel et identitaire national. Après avoir été très largement réprimé à l'époque de Mao Zedong, le recours au confucianisme en RPC répond aujourd'hui à une triple fonction interne. Parti des milieux chinois de la diaspora, sa réintroduction répond au risque de vide de légitimité au fur et à mesure des remises en cause idéologiques et sociales générées par les quatre modernisations de Teng Xiaoping. De plus, il est une réponse à un besoin de redéfinition de valeurs sociales communes élémentaires dans un contexte de modernisation économique tiré par le modèle occidental. Enfin, il s'inscrit dans un vaste mouvement de réévaluation du passé impérial chinois et des valeurs qui le sous-tendaient. Sa finalité étant la valorisation de l'autorité, des élites et de la famille.

À usage externe, la posture néo-confucéenne a deux objectifs. Elle vise tout d'abord à restaurer le processus de confucianisation qui, autrefois, a favorisé l'attraction que la Chine exerçait sur ses voisins. Il devrait en résulter une familiarité culturelle asiatique capable d'accompagner le réinvestissement politique de la Chine dans la région. Par ailleurs, il pourrait en résulter une consolidation de valeurs spécifiquement asiatiques face à l'Occident auxquelles la Chine est prête à apporter la caution du confucianisme. Ces valeurs tendraient ainsi à opposer une Asie véhiculant celles de la famille, de la communauté, du labeur et de la frugalité à l'individualisme et à l'hédonisme d'une civilisation occidentale considérée comme sur le déclin et cherchant à en perpétuer sa domination par la promotion des concepts de droit de l'homme et de démocratie.

Éléments de bibliographie

- ANGELOFF Tania, *La société chinoise depuis 1949*, La Découverte, 2018, 128 pages.
- BÉJA Jean-Philippe, *Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Seuil, 2004, 266 pages.
- CABESTAN Jean-Pierre, *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?*, Gallimard, 2018, 296 pages.
- CABESTAN Jean-Pierre, *Le système politique chinois*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2014, 708 pages.
- KROEBER Arthur R., *China's Economy*, Oxford University Press, 2016, 336 pages.
- NAUGHTON Barry, *The Chinese Economy*, MIT Press, 2018, 504 pages.
- NIQUET Valérie, *La puissance chinoise en 100 questions*, Tallandier, 2017, 272 pages.
- RENARD Mary-Françoise, *L'économie de la Chine*, La Découverte, 2018, 128 pages.
- ROCCA Jean-Louis, *La société chinoise vue par ses sociologues*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2008, 319 pages.
- ROCCA Jean-Louis, *Une sociologie de la Chine*, La Découverte, 2010, 125 pages.
- ROUX Alain, *Histoire de la République Populaire de Chine*, Armand Colin, 2018, 382 pages.
- ROUX Alain, *La Chine contemporaine*, Armand Colin, 2015, 256 pages.
- SANJUAN Thierry, *Atlas de la Chine*, Autrement, 2018, 96 pages.